

**Art. 12.** Er kan en voorlopige erkenning door de Regering toegekend worden aan diensten die beantwoorden aan de bij artikel 11 bepaalde voorwaarden en die een erkenningsaanvraag hebben ingediend overeenkomstig de procedures bepaald bij het besluit bedoeld bij artikel 6, § 1 en binnen een termijn van vier maanden te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit. Deze voorlopige erkenning is geldig gedurende 12 maanden. Om de voorlopige erkenning te bekomen, moet een gunstig advies van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd, over de inwerkingstelling van het opvoedingsproject, bij de aanvraag tot erkenning worden gevoegd.

HOOFDSTUK V. — *Slofbepalingen*

**Art. 13.** De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 15 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,  
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,  
Mevr. L. ONKELINX



F. 99 — 1559

[C — 99/29259]

**15 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi  
des subventions pour les centres d'aide aux enfants victimes de maltraitements**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu le décret du 16 mars 1998 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitements;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 7 octobre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 11 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement du 4 janvier 1999 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 février 1999, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Les conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les centres d'aide aux enfants victimes de maltraitements visés parmi les institutions offrant un hébergement aux jeunes, mentionnées aux articles 1<sup>er</sup>, 14<sup>o</sup> et 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, sont fixées par le présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Les missions*

**Art. 2.** Le centre d'aide aux enfants victimes de maltraitements, ci-après dénommé le centre, a pour mission d'organiser en permanence et s'il échet, d'urgence, un accueil collectif de 15 jeunes qui nécessitent une aide particulière et spécialisée eu égard aux faits de maltraitements dont ils sont les victimes ou dont on suspecte l'existence.

Le centre contribue également à l'élaboration et à l'encadrement de programmes d'aide pouvant être mis en oeuvre à l'issue de l'accueil du jeune par le centre en vue de sa réinsertion familiale, d'un essai de vie en logement autonome et supervisé ou de l'orientation de la situation vers un autre service.

Le centre peut également être tenu d'apporter une aide socio-psycho-pédagogique aux personnes qui assurent en fait la garde du jeune.

**Art. 3.** L'aide octroyée par le centre doit être pluridisciplinaire et doit pouvoir rencontrer les aspects sociaux, pédagogiques, médicaux, psychologiques et juridiques des situations.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le centre travaille sur mandat d'une instance de décision qui est le conseiller de l'aide à la jeunesse ou le directeur de l'aide à la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse, dans le cadre de l'application du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ou de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

§ 2. Le mandat précise les objectifs poursuivis, ses motifs et sa durée qui est de maximum six mois. Un mandat ne peut concerner plus d'un jeune. Un nouveau mandat d'une même durée peut être décerné à l'issue du premier mandat.

§ 3. Le centre adresse un rapport à l'instance de décision, dans un délai de quinze jours qui suit la date du mandat. Ce rapport précise les demandes de l'instance de décision et éventuellement celles des bénéficiaires, il contient une analyse de la situation et les particularités du programme d'aide envisagé.

Un rapport complémentaire est adressé ensuite, au moins tous les deux mois, à l'instance de décision et chaque fois que celle-ci en fait la demande.

Lorsque le centre est mandaté par le tribunal de la jeunesse, il transmet copie des rapports au service de protection judiciaire.

§ 4. Le centre accueille également, pour une période de six jours maximum, des jeunes qui lui sont confiés par une Equipe SOS-Enfants visée à l'article 14 du décret du 16 mars 1998 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitements et dans le respect des procédures fixées à l'article 16 du même décret.

Pour ces situations, les modalités de l'aide apportée par le centre sont établies en concertation avec l'Equipe SOS-Enfants.

**Art. 5.** Pour l'application du présent arrêté, par nombre de situations visées par le projet pédagogique, il faut entendre le nombre moyen de situations pouvant être traitées simultanément. Le nombre de situations effectives est déterminé par les mandats confiés au service ainsi que les prises en charges visées à l'article 4, § 4. Le début de la prise en charge correspond à la date du mandat.

### CHAPITRE III. — *Le subventionnement*

#### *Section 1re.* — Subventions pour frais de personnel

**Art. 6.** La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 31 à 33 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse est accordée aux centres sur la base des normes d'effectif suivantes :

1° 8,5 éducateurs;

2° 1,5 psycho-social;

3° 0,5 administratif;

4° 1,5 technique;

5° un directeur si le centre est le seul projet pédagogique agréé du service ou, si le service est agréé pour plusieurs projets pédagogiques, un coordinateur parmi les éducateurs ou, s'il échet, un membre du personnel de direction supplémentaire visé à l'article 7 § 1<sup>er</sup>, c) de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services d'accueil et d'aide éducative.

**Art. 7.** Pour la justification de la subvention annuelle provisionnelle visée à l'article 6, seules les fonctions suivantes sont prises en considération dans les catégories de personnel reprises à l'annexe 3 de l'arrêté précité :

A. Personnel éducateur : toutes les fonctions;

B. Personnel psycho-social : assistant social ou auxiliaire social ou assistant en psychologie ou les licenciés possédant une des cinq licences mentionnées à l'annexe 3 précitée, hormis les licenciés en droit;

C. Personnel administratif : commis, rédacteur ou économiste;

D. Personnel de direction : directeur avec le barème A ou coordinateur;

E. Personnel technique : personnel technique.

#### *Section 2.* — Subventions pour frais de fonctionnement

**Art. 8.** La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 35 et 36 de l'arrêté visé à l'article 6, accordée aux centres d'aide aux enfants victimes de maltraitance est fixée à F 1 373 730, indexables.

### CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires*

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Les services qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté étaient agréés et conventionnés sur base de l'article 61 de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, pour un projet pédagogique similaire à celui visé par le présent arrêté, restent agréés et conventionnés jusqu'à leur agrément sur base du présent arrêté, pour autant qu'ils aient introduit une demande d'agrément sur la base du présent arrêté dans les quatre mois à dater de son entrée en vigueur et qu'ils soient en conformité avec les dispositions fixées par le présent arrêté.

L'agrément sur base du présent arrêté doit être pris au plus tard endéans les 12 mois à dater de son entrée en vigueur.

§ 2. A l'exception des services visés au § 1<sup>er</sup>, pendant les dix-huit mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour être agréé, le service doit être créé à partir d'un service qui était déjà agréé en application de l'arrêté de l'Exécutif du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant l'encadrement de mesures pour la protection de la jeunesse.

### CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 mars 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,  
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

## VERTALING

N. 99 — 1559

[C - 99/29259]

**15 MAART 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor hulpverlening aan mishandelde kinderen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 7 oktober 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 december 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 december 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 januari 1999 over de aanvraag om advies aan de Raad van State, dat binnen een termijn van niet langer dan een maand moest worden uitgebracht;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 februari 1999, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

**Artikel 1.** De bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor hulpverlening aan mishandelde kinderen die in aanmerking komen onder de instellingen die logement bezorgen aan de jongeren, vermeld in de artikelen 1, 14° en 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, worden in dit besluit vastgelegd.

HOOFDSTUK II. — *De opdrachten*

**Art. 2.** Het centrum voor hulpverlening aan mishandelde kinderen, hierna het centrum genoemd, heeft als opdracht bestendig en, desgevallend, dringend, een collectieve opvang van 15 jongeren te organiseren die een bijzondere en gespecialiseerde hulp nodig hebben gelet op de mishandelingen waarvan zij het slachtoffer zijn of waarvan men de daadwerkelijkheid vermoedt.

Het centrum werkt eveneens mede aan de uitwerking en de begeleiding van programma's voor hulpverlening die ten uitvoer kunnen gebracht worden op het einde van de opvang door het centrum met het oog op zijn familiale wederopnemings of een poging om zelfstandig en onder supervisie gehuisvest te zijn of de oriëntering van de situatie naar een andere dienst.

Het centrum kan eveneens ertoe verplicht worden een socio-psycho-pedagogische hulp te bieden aan de personen die de jongere feitelijk onder hun bewaring hebben.

**Art. 3.** De hulp verleend door het centrum moet multidisciplinair zijn en moet kunnen tegemoetkomen aan de sociale, pedagogische, medische, psychologische en juridische aspecten van de situaties.

**Art. 4.** § 1. Het centrum werkt op mandaat van een beslissingsinstantie d.i. de adviseur voor de hulpverlening aan de jeugd of de directeur voor de hulpverlening aan de jeugd of de jeugdrechtbank, in het kader van de toepassing van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd of van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

§ 2. Het mandaat vermeldt de nagestreefde doeleinden, de motieven en de duur ervan die ten hoogste zes maanden bedraagt. Een mandaat mag niet op meer dan een jongere betrekking hebben. Een nieuw mandaat van dezelfde duur kan toegestaan worden op het einde van het eerste mandaat.

§ 3. Het centrum stuurt een verslag naar de beslissingsinstantie binnen de veertien dagen die volgen op de datum van het mandaat. In dit verslag worden de verzoeken van de beslissingsinstantie en eventueel die van de gerechtigden vermeld, waarbij een analyse van de situatie en de bijzonderheden van het programma van de overwogen hulpverlening worden gevoegd.

Een bijkomend verslag wordt daarna ten minste om de twee maanden naar de beslissingsinstantie gezonden en elke keer dat deze erom verzoekt.

Wanneer het centrum door de jeugdrechtbank gemachtigd is, zendt het een afschrift van de verslagen naar de dienst voor gerechtelijke bescherming.

§ 4. Het centrum vangt eveneens voor een periode van ten hoogste zes dagen, jongeren op die hem toevertrouwd worden door een Ploeg SOS-Kinderen, bedoeld bij artikel 14 van het decreet van 16 maart 1998 inzake hulpverlening aan mishandelde kinderen en in naleving van de procedures bepaald bij artikel 16 van hetzelfde decreet.

Voor deze situaties worden de modaliteiten voor de hulpverlening door het centrum bepaald in overleg met de Ploeg SOS-Kinderen.

**Art. 5.** Voor de toepassing van dit besluit moet verstaan worden onder aantal situaties beoogd door het opvoedingsproject, het gemiddeld aantal situaties die gelijktijdig kunnen behandeld worden. Het aantal effectieve situaties wordt bepaald door de mandaten toevertrouwd aan de dienst alsook door de tenlastenemingen bedoeld bij artikel 4, § 4. De aanvang van de tenlasteneming stemt overeen met de datum van het mandaat.

HOOFDSTUK III. — *De betoelaging**Afdeling 1. — Toelagen voor personeelskosten*

**Art. 6.** De provisionele jaarlijkse toelage voor personeelskosten bedoeld bij de artikelen 31 tot 33 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, wordt aan de centra toegekend op basis van de volgende bestandsnormen :

1° 8,5 opvoeders;

2° 1,5 psycho-sociaal;

3° 0,5 administratief;

4° 1,5 technisch;

5° 1 directeur indien het centrum het enig erkend opvoedingsproject van de dienst is of, indien de dienst erkend is voor verschillende opvoedingsprojecten, 1 coördinator of, desgevallend, een bijkomend lid van het leidend personeel bedoeld bij artikel 7, § 1, c) van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvang en educatieve hulpverlening.

**Art. 7.** Voor de verantwoording van de provisionele jaarlijkse toelage bedoeld bij artikel 6, komen enkel de volgende ambten in aanmerking in de personeelscategorieën vermeld in bijlage 3 van het voormelde besluit :

A. Opvoedingspersoneel : alle ambten.

B. Psycho-sociaal personeel : maatschappelijk assistent of maatschappelijk assistent in de strafinrichtingen of assistent in de psychologie of de licentiaten houder van een van de vijf licenties vermeld in de voormelde bijlage 3, behoudens de licentie in de rechten.

C. Administratief personeel : klerk, opsteller of huismeester.

D. Directiepersoneel : directeur met de weddeschaal A of coördinator.

E. Technisch personeel : technisch personeel.

*Afdeling 2. — Toelagen voor werkingskosten*

**Art. 8.** De provisionele jaarlijkse toelage voor werkingskosten bedoeld bij de artikelen 35 en 36 van het besluit bedoeld bij artikel 6, toegekend aan de centra voor hulpverlening aan mishandelde kinderen, wordt vastgesteld op het indexeerbaar bedrag van F 1 373 730.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 9.** § 1. De diensten die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit erkend waren en een overeenkomst hadden gesloten op basis van artikel 61 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met de begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, voor een opvoedingsproject dat van dezelfde aard is als het project bedoeld bij dit besluit, blijven erkend en onderworpen aan de overeenkomst tot hun erkenning op basis van dit besluit, voor zover zij binnen de vier maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit een aanvraag tot erkenning hebben ingediend op basis van dit besluit.

De erkenning op basis van dit besluit moet uiterlijk binnen de twaalf maanden te rekenen vanaf zijn inwerkingtreding worden getroffen.

§ 2. Behoudens de diensten bedoeld bij § 1 moet de dienst, om erkend te worden, gedurende de achttien maanden die volgen op de inwerkingtreding van dit besluit opgericht zijn vanuit een dienst die reeds erkend was met toepassing van het besluit van de Executieve van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met de begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

**Art. 10.** De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 15 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,  
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,  
Mevr. L. ONKELINX



**15 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres de premier accueil**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 7 octobre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 11 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 1998;